

Effets pour le... (suite de la page 2)

mentation de l'emploi. Par conséquent, les taux de chômage demeureront élevés en 1976. Les taux d'augmentation des prix vont probablement diminuer considérablement aux États-Unis au cours des deux prochaines années. C'est probablement ce qui se produira si les États-Unis réussissent à maintenir les hausses des coûts nationaux dans des limites raisonnables.

Au Canada, il nous faudra redonner à l'économie une nouvelle direction et réaliser une reprise de la croissance réelle. A cette fin, il faudra tenter de réprimer l'inflation quelque peu. Si nous réussissons à obtenir le consensus national que nous recherchons au titre des prix et revenus, dont je vous entretiendrai plus tard, l'économie canadienne en tirera largement profit tant dans le domaine des prix et de la croissance que de l'emploi.

Le Canada a été l'un des premiers pays industriels à rajuster ses politiques pour tenir compte de l'affaiblissement de l'économie. Les stimulants que nous avons prévus dans le budget de novembre et qui découlent du rajustement de la politique monétaire effectué l'automne dernier, sont présentement à l'oeuvre dans l'économie. Les mesures de stabilisation automatique, telles la hausse des prestations d'assurance-chômage et la diminution des recettes fiscales engendrées par suite de la baisse de l'activité et des bénéfices, produisent également leurs effets amortisseurs.

A cette heure, sans tenir compte des nouvelles initiatives en matière de politique, il semble peu probable que notre production nationale cette année atteigne, en moyenne, des niveaux beaucoup plus élevés que ceux de l'an dernier. D'après les renseignements dont nous disposons, il appert que le premier trimestre affiche une baisse de production, et que cette tendance se poursuive au cours du second trimestre. Nous prévoyons un certain revirement au cours du second semestre, mais nous croyons que cette reprise, qui se poursuivra jusqu'en 1976, sera probablement sporadique et sans vigueur.

Les exportations ne reconnaîtront un regain que lorsque l'économie américaine atteindra sa phase de reprise. Il se peut, toutefois, comme je l'ai laissé entendre, que la hausse de nos coûts limite la reprise de nos exportations, et

cause des ennuis à celles de nos industries qui doivent faire concurrence aux importations. Nous prévoyons que le déficit au titre du compte courant de notre balance des paiements s'accroîtra considérablement en 1975.

Déficit du compte courant

Le financement du déficit du compte courant nécessitera l'importation nette d'importants capitaux. L'année dernière nos importations nettes de capitaux totalisaient deux milliards de dollars. Cette année nous devons probablement importer beaucoup plus que le double de cette somme. Comme vous le savez, j'ai récemment retiré la requête gouvernementale aux emprunteurs canadiens de faire d'abord appel aux fonds disponibles sur les marchés canadiens de capitaux avant de recourir aux marchés obligataires étrangers. Le Parlement a également approuvé une prolongation de l'exemption de la retenue fiscale touchant l'intérêt sur les obligations du gouvernement. L'exemption s'appliquera maintenant aux titres de l'État émis avant 1979. J'aimerais profiter de l'occasion pour dissiper toute confusion qui pourrait subsister en matière de politique canadienne vis-à-vis des sources étrangères auprès desquelles les emprunteurs canadiens peuvent tenter de se procurer des capitaux. Il n'est pas de la politique du gouvernement de pratiquer quelque favoritisme que ce soit à l'égard des sources étrangères de capitaux entrant au pays.

Le déficit du compte courant et les importations de capitaux qu'il entraîne signifient que nous effectuerons un prélèvement net plus important sur les biens et services réels des autres pays du monde. Je reconnais qu'un déficit canadien accru est utile dans le contexte plus large du redressement des balances de paiements mondiales. Je préférerais évidemment que l'accroissement net de nos prélèvements sur les biens et services étrangers corresponde également à un accroissement net des ressources affluant sur les marchés canadiens, et non simplement à une substitution des ressources étrangères pour nos ressources nationales. S'il survenait un accroissement net des ressources disponibles sur nos marchés, notre problème d'inflation serait allégé. Si les ressources provenant de sources étrangères n'étaient pas une substitution pour la production nationale, notre problème de l'emploi serait diminué.

Si nous pouvons maintenir nos programmes d'investissements nous connaîtrons de meilleurs résultats en tirant pleinement avantage de la hausse des importations nettes de biens et de capitaux. Les investissements amélioreront notre propre productivité et contribueront à maintenir notre position concurrentielle. A l'heure actuelle, les investissements fixes commerciaux demeurent relativement fermes et constituent en fait le principal soutien de l'économie. Je suis très conscient des dangers que représentent pour le programme d'investissement la baisse des bénéfices et l'affaiblissement de la demande dans les autres secteurs de l'économie.

Je crois que la production nationale connaîtra un regain de croissance plus tard cette année, comme je l'ai précité. Mais je dois admettre, d'après l'expérience du passé, que les gains d'emploi seront probablement modestes au cours de la première partie de cette période de nouvelle croissance. Les phases initiales d'une expansion se caractérisent le plus souvent par une augmentation de la productivité plutôt que de l'emploi.

Pour ce qui est des prix, l'avenir est très difficile à prévoir, même en supposant des récoltes raisonnablement bonnes. Il faut tenir compte de la tendance à la baisse de nombreux prix des produits de base et de la probabilité d'un fléchissement général du taux d'accroissement des prix aux États-Unis, où les pressions des coûts nationaux sont beaucoup moins fortes, pour pouvoir apprécier les effets de la hausse des coûts de salaire.

Si j'attache tant d'importance à l'effort que nous déployons pour réaliser un consensus national visant à faire preuve de discipline au titre des augmentations des prix et revenus dans l'économie canadienne, c'est parce que notre propre situation en matière de coûts est, à l'heure actuelle, extrêmement précaire, parce que l'inflation cause elle-même un tort très grand à notre propre production nationale, et parce que le phénomène de l'inflation limite le choix des mesures à prendre pour mettre en échec le ralentissement de l'activité.

Si nous persistons à vouloir accroître nos propres gains au détriment d'autrui, le prix que nous devons payer en misère humaine s'avèrera très élevé, et plus encore pour les économiquement faibles.